



Ukraine : pourquoi il n'y aura pas de négociations de paix « dans les 100 jours »

24 janvier 2025 Henri Dubost [GUERRE OTAN CONTRE RUSSIE 4](#)

Vues: 1 802



Un Donald, ça Trump... énormément. Ceux qui, lors du discours d'investiture du nouveau locataire de la Maison-Blanche, attendaient des propositions fracassantes au sujet de l'Ukraine en ont été pour leurs frais : pas un mot sur ce problème épineux. Une chose est sûre : contrairement aux annonces du candidat Trump, la paix ne se fera pas « en 24 heures », ni même « en quelques semaines ». Le président en est rendu à la case « cent jours », soit trois mois... Or le véritable maître des horloges reste Vladimir Poutine pour lequel des négociations qui gèleraient la ligne de front, alors que les troupes russes n'ont conquis qu'à peine la moitié des territoires revendiqués par le Kremlin, sont inenvisageables.

Et pour tenter de forcer la main du destin, Trump vient de menacer la Russie : «*Si nous ne parvenons pas à un accord, rapidement, je n'aurai pas d'autre choix que d'augmenter les taxes, droits de douane et sanctions contre tout ce qui peut être vendu par la Russie aux États-Unis, ainsi que dans les différents pays qui s'y associeront*». Le président Poutine «*est en train de détruire la Russie en ne trouvant pas un règlement*» au conflit. Rien que ça. Les États-Unis ont déjà imposé plusieurs salves de sanctions et d'embargos sur les importations depuis la Russie, qui se sont très nettement réduites, passant de 4,3 milliards de dollars de janvier à novembre 2023, à 2,9 milliards sur la même période l'an dernier, soit désormais moins de 0,1 % des importations entrant dans le pays. Parmi les produits importés aux États-Unis figurent en particulier des engrais et des métaux. Les menaces de Trump sont à prendre très au sérieux par les entreprises européennes qui pourraient se voir lourdement sanctionnées par les États-Unis si elles tentaient de reprendre leur commerce avec la Russie.

Vladimir Poutine ne se laisse pas particulièrement impressionner par les attitudes de matamore du nouveau président. «*Nous ne voyons rien de particulièrement nouveau*», a ainsi répondu le porte-



SHIVAYA INFO



parole de la présidence russe Dmitri Peskov à des journalistes l'interrogeant ce jeudi sur les déclarations de Donald Trump qui, à la Maison-Blanche de 2017 à 2021, « a été le président américain qui a le plus eu recours à ces méthodes de sanctions ». « Nous restons prêts au dialogue, mais à un dialogue sur un pied d'égalité et dans le respect mutuel », a ajouté le porte-parole.

Donald Trump a affirmé à plusieurs reprises qu'il se préparait à parler au président russe. Vladimir Poutine s'est lui aussi dit prêt à une entrevue ou une discussion avec son homologue américain. Le nouveau président a nommé le général Keith Kellogg, qui a appelé Kiev à plusieurs concessions, comme émissaire pour mettre fin à la guerre « en 100 jours ».

On ne voit pas ce qui obligerait le président Poutine à s'asseoir à la table des négociations. Selon le [Wall Street Journal](#) « le jour même de l'investiture de Donald Trump, Vladimir Poutine avait indiqué qu'il n'était pas pressé de terminer la guerre en Ukraine ». La personnalité et les compétences du général Kellogg sont largement critiquées en Russie, relève encore le *Wall Street Journal*. La presse russe le qualifie de « relique du complexe militaro-industriel américain datant de la guerre froide ». En tout cas, si négociations de paix il y a, elles devraient se tenir directement entre Washington et Moscou. [Exit les Européens](#) et les Ukrainiens, que Vladimir Poutine considère comme des... "acteurs superflus". Une position qui n'est pas pour déplaire à Trump, lequel ne tient pas les pantins européens – les Macron, von der Leyen et autres Scholz – ni encore moins Zelensky en très haute estime.

L'armée de Kiev est en grande difficulté sur le front du Donbass. Face à des [troupes ukrainiennes épuisées, démoralisées, dépassées en nombre et moins bien équipées](#), les troupes russes ne cessent d'avancer, menaçant désormais Pokrovsk et Toretsk, des villes-clés dans le dispositif défensif ukrainien. Volodymyr Zelensky a énoncé ses « conditions de négociations » à de multiples reprises : retrait de la Russie de tous les territoires occupés (près de 15 % du pays), indemnisation, traduction des « criminels de guerre » en justice. Sur ce dernier point, Zelensky s'avance sur une planche savonnée, les exactions de la soldatesque de Kiev sur les populations civiles de l'oblast de Kursk étant sourcées et documentées. Le Kremlin de son côté a fait savoir qu'il conserverait ses gains territoriaux, d'autant que les régions conquises sont officiellement des régions russes, depuis leur annexion à la suite de référendums non reconnus par le droit international. Dialogue de sourds...

Jetons un coup d'œil sur deux cartes, celle des buts de l'« opération spéciale » du 22 février 2022, et celle des territoires conquis par l'armée russe en ce début 2025, soit après trois années de conflit.



Les objectifs et revendications russes en Ukraine





SHIVAYA INFO



Il y a encore loin de la coupe aux lèvres. L'armée russe n'a engrangé qu'à peine la moitié des territoires programmés. Des négociations qui gèleraient la ligne de front sonneraient comme une défaite pour le Kremlin. On n'imagine donc pas le président Poutine, qui, en bon Tsar de la profonde Russie, a le nombre, le temps, la puissance et l'espace pour lui, s'asseoir de sitôt à la table des négociations, qui plus est sous la houlette d'un Trump qui dans quatre ans – ou peut-être avant – aura disparu. Ou plutôt, on l'imagine, mais une fois que l'armée russe aura rempli la mission qui lui a été impartie en février 2022 : libérer la totalité des régions russophones d'Ukraine du « régime nazi » zelenskien.

Prévoir dans combien de temps tient de l'art controversé de la divination.

Henri Dubost

<https://ripostelaique.com/ukraine-pourquoi-il-ny-aura-pas-de-negociations-de-paix-dans-les-100-jours.html>